



# 68th IFLA Council and General Conference

August 18-24, 2002

---

**Code Number:** 101-129-F  
**Division Number:** V  
**Professional Group:** Government Information and Official Publications  
**Joint Meeting with:** -  
**Meeting Number:** 129  
**Simultaneous Interpretation:** Yes

## **Nouveau gouvernement et changement au Mexique : nouvelle politique de l'information ?**

### **Jesús Cortés**

Universidad Autónoma de Ciudad Juárez  
Dirección General de Información y Acreditación  
Subdirección General de Servicios Informativos  
Juárez, Chih., México  
E-mail: [jcortes@uacj.mx](mailto:jcortes@uacj.mx)

---

### **Résumé**

*Cette communication tente de décrire quelle a été la politique de l'information au Mexique ces dernières années, mais s'intéresse aussi aux changements que le gouvernement actuel essaie de mettre en œuvre. Les principaux projets sont décrits, avec une attention particulière pour « e-Mexico », par lequel le gouvernement fédéral veut créer une infrastructure nationale pour l'information et qui impliquera nécessairement l'effort d'institutions de différents secteurs, y compris aux Etats-Unis. Un grand nombre de facteurs détermineront le possible succès de la nouvelle politique gouvernementale et des nouveaux projets : le pays participe de plus en plus à une économie ouverte et globale et en interne, la nouvelle donne des forces politiques a animé la vie démocratique, mais en même temps, a rendu plus difficile l'adoption de nouvelles lois. On essaiera d'analyser le rôle qu'ont joué ou que jouent les bibliothécaires professionnels dans ce contexte.*

---

### **Introduction**

Les opinions exprimées ici représentent le point de vue d'un bibliothécaire professionnel travaillant dans une bibliothèque universitaire. Dans l'analyse de la politique nationale du Mexique en matière d'information, on a cherché à distinguer, comme le préconisent Bender, Kadec et Morton (2), d'une

part ce qu'on peut appeler les politiques nationales en matière d'information, et d'autre part ce qui constitue la politique du gouvernement fédéral. Cette dernière est incluse dans la première, tandis que les politiques nationales sont ou devraient être, de la responsabilité commune du gouvernement fédéral, du gouvernement des Etats, des organisations publiques et privées et des individus.

Selon Almada (1), une politique d'information peut se définir comme : « ...les orientations et les directives qui régissent la conduite des différents secteurs ou groupes de la société dans le transfert d'information, sa disponibilité, son accès et sa récupération.. »

## 1 Cette Mosaïque qu'on appelle le Mexique

Le Mexique est un pays immense, aussi immense que le sont ses différences géographiques, économiques, culturelles, etc. Parmi les rares éléments qui lui donnent une cohésion, les plus forts sont peut-être la religion, l'histoire, un nationalisme fort et le football. Le tableau 1 offre au lecteur quelques données générales.

Tableau 1

Mexique ; principaux indicateurs
100 millions d'habitants
23 Etats et 2447 communes
11 <sup>ème</sup> rang mondial pour le nombre d'habitants
11 <sup>ème</sup> rang pour l'économie
Revenu per capita de 4500 \$ US environ
9.5 % d'analphabètes
40 % de la population en dessous du seuil de pauvreté

Sources Institut national de statistique

Le développement économique ne s'est pas accompagné d'un développement social ou culturel homogène. Le Mexique occupe le 44<sup>ème</sup> rang mondial pour l'utilisation de technologies de l'information, le 51<sup>ème</sup> pour l'indice de développement humain établi par l'ONU et le 107<sup>ème</sup> pour la lecture, et il y a un ordinateur pour 20 personnes (3, 13)

## 2 Bibliothèques et bibliothécaires au Mexique

### 2.1 Bibliothèques

Il y a plus de 11.200 bibliothèques de tous types au Mexique ce qui équivaut à peu près à 1 bibliothèque pour 8.700 habitants. Le nombre de bibliothèques a triplé à partir de 1987 quand fut créé le réseau national de bibliothèques publiques mais ce nombre est encore insuffisant comme le sont leur patrimoine et les moyens dont elles disposent.

Les bibliothèques scolaires sont les plus pauvres ce qui explique en partie la faible pratique de la lecture par la population. Sur les 120.000 écoles publiques de niveau primaire, secondaire et pré-universitaire dépendant du Secrétariat de l'Education publique, moins de 5.000 ont leur propre bibliothèque.

Pour ce qui est du patrimoine, le réseau de bibliothèques publiques possède une soixantaine de millions de volumes qui sont consultés un peu moins de 194 millions de fois par an. Ce qui veut dire que l'on compte un ouvrage pour deux habitants alors que le taux de consultation est d'à peine 2 ouvrages par an et par lecteur. Autre grave problème, plus de 90% des utilisateurs sont étudiants ou professeurs, un citoyen moyen fréquentant difficilement ces lieux.

La centralisation constitue un autre problème qui n'est pas spécifique aux bibliothèques. Les bibliothèques de la capitale sont les mieux équipées et par conséquent les plus fréquentées. (3) Dans le tableau 2, sont présentées quelques données basiques pour comprendre le développement des bibliothèques du pays.

Tableau 2

Données générales sur le développement des bibliothèques
11.200 bibliothèques toutes catégories confondues
6.100 bibliothèques publiques
90 % des communes du pays possèdent une bibliothèque publique
3.000 bibliothécaires professionnels environ
6 écoles de bibliothéconomie de niveau licence
2 écoles permanentes de niveau maîtrise
1 école de niveau doctorat

De leur côté, les bibliothèques universitaires sont celles qui ont atteint le meilleur développement surtout à partir de 1990, date à laquelle le gouvernement fédéral institua des fonds spéciaux pour moderniser l'enseignement supérieur. Dans de nombreux cas, le développement bibliothéconomique du pays est atteint grâce aux bibliothèques universitaires.

#### Bibliothécaires

Il n'y a pas de statistiques fiables sur le nombre de bibliothécaires professionnels au Mexique ; cependant, l'auteur de ces lignes estime que ce nombre ne doit pas dépasser les 3000. Cela signifie qu'il faudrait plus de 8.000 nouveaux bibliothécaires pour qu'il y ait au moins un professionnel dans chacune des bibliothèques existantes. Toutefois, certaines autorités considèrent que le déficit dépasse les 20.000 places, un déficit qu'on ne pourra jamais combler avec les 120 professionnels environ qui sortent chaque année des 6 écoles de niveau licence.

### 3 La transition politique

En juillet 2000, un événement historique a eu lieu au Mexique quand pour la première fois depuis 70 ans, le candidat d'un parti d'opposition est devenu Président de la République. Pendant sa campagne, le Président Fox, s'est présenté comme le candidat du changement, si bien qu'une bonne partie de la population espérait des transformations radicales dans de nombreux domaines de la vie du pays.

En réalité, il ne faut pas croire que les 70 ans de gouvernement du parti précédemment au pouvoir furent uniformes, la raison probable de la longévité de ce parti a été sa capacité à se rénover. Sur la partition du présidentielisme, chaque nouveau président essayait de composer un style propre à son gouvernement. Le pays se réinventait tous les six ans.

Après un an et demi de mandat, les changements promis par Vicente Fox n'ont pu se produire dans des secteurs variés. Parmi d'autres raisons, le contexte économique mondial a été défavorable. Par ailleurs, l'opposition est majoritaire au Congrès et on pourrait dire qu'on ne perçoit même pas un soutien clair du parti qui a amené le président au pouvoir.

## 4 Politique du gouvernement en matière d'information

### 4.1 Les précédents

Quelques avancées en matière de politique de l'information ont été obtenues au Mexique au fil des ans. Les étapes les plus importantes sont mentionnées dans le tableau suivant.

Tableau 3 : Moments clés dans le développement de politiques de l'information

1867	Fondation de la Bibliothèque nationale
1932	Création de l'hémérothèque nationale
1965	Etablissement du dépôt légal
1970	Fondation du Conseil national de science et technologie, CONACYT
1976	Le CONACYT crée un système national de l'information scientifique et technologique
1983	Création de l'Institut national de statistique, géographie et informatique
1987	Création par décret présidentiel du Réseau national de bibliothèques publiques
1987	Séminaire sur les politiques nationales de l'information pour la recherche et le développement
1988	Première Loi générale sur les bibliothèques
1998	Mise à jour de la législation en matière de droits d'auteur
2002	Adoption de la loi fédérale de transparence et d'accès à l'information publique gouvernementale

### 4.2 Politique éducative

C'est l'un des domaines de l'action de Fox qui faisait l'objet des plus grandes attentes de la population. Le plan national de développement durant son mandat prévoit que « le gouvernement de la République considère l'éducation comme la première et la plus haute priorité pour le développement du pays ».

A cette date, on pourrait dire qu'on n'a pas noté d'augmentation notable des ressources pour l'éducation, bien que des réformes aient été entreprises pour élever sa qualité ainsi que des programmes de bourses pour faciliter l'accès de la population de moindre ressource.

### 4.3 Politique culturelle

La politique culturelle du gouvernement relève de la responsabilité du Ministère de l'Education ; les bibliothèques restent considérées principalement comme un instrument de consolidation de la culture nationale, de sorte que le Réseau national de bibliothèques publiques dépend au niveau du gouvernement de l'organisme promouvant les activités culturelles au niveau national. Pour ce qui est du gouvernement actuel, il faudra toujours analyser la politique culturelle pour pouvoir anticiper le soutien dont disposeront les bibliothèques publiques. En ce sens, les perspectives paraissent bonnes, le gouvernement a décidé de centrer sa politique culturelle sur la promotion de la lecture publique, ce qui n'est pas une innovation, le président précédent ayant proclamé l'an 2000 année de la lecture.

### 4.4 Le réseau national de lecture publique

Le gouvernement actuel a prévu de créer quelque 1.100 bibliothèques de plus dans les cinq prochaines années. L'une des nouvelles modalités consiste à en faire une opération « citoyenne » de par la création d'associations en faveur des bibliothèques publiques. C'est sans doute un moyen positif de susciter un plus grand intérêt de la population dans le développement de ses bibliothèques et de diversifier les sources de financement mais cela peut être aussi une occasion pour le gouvernement de cesser de les soutenir économiquement. Il est aussi prévu l'intégration d'un conseil du Réseau national

de bibliothèques publiques qui n'a jamais été créé bien qu'il en soit fait mention dans la loi générale sur les bibliothèques. Ce conseil consultatif serait un soutien important pour le travail du réseau.

#### 4.4 La mégabibliothèque nationale

La construction éventuelle d'une mégabibliothèque située dans la capitale et qui offrirait à partir de là des services au réseau de bibliothèques publiques est un des projets qui a déclenché le plus de polémiques dans le pays. Cette mégabibliothèque serait aussi un des instruments principaux pour le projet de promotion de la lecture.

Ce projet a été fortement critiqué notamment en raison des déplacements lointains de la présidente du Conseil national de culture pour rechercher le meilleur modèle pour cette bibliothèque. Des bibliothécaires mexicains pensent qu'on pourrait faire des économies en faisant appel à des experts. Récemment la présidente de ce conseil a fait savoir que le modèle de pays nordiques comme la Finlande, la Suède et le Danemark était le plus approprié à la situation mexicaine, ce qui a généré de nombreux commentaires. (10) Son intention d'organiser un concours international pour la construction des bâtiments a été un autre sujet de controverse, déplaisant aux nationalistes qui trouvent qu'il y a au Mexique de brillants architectes.

#### 4.5 Information scientifique et technologie

Changement en gestation depuis quelque temps, le statut juridique du CONACYT a été récemment modifié, ce dernier cessant d'être un organisme dépendant du Secrétariat de l'Éducation publique pour jouir d'une plus grande autonomie. De même, une nouvelle législation en matière de science et de technologie a été adoptée. La tendance devrait être selon des spécialistes, la possibilité de créer éventuellement un secrétariat chargé de promouvoir le développement scientifique et technologique.

#### 4.6 Information statistique et géographique

L'Institut national de statistique géographie et informatique, INEGI, est le plus important éditeur d'information officielle au Mexique. Sous sa responsabilité sont placés la réalisation des recensements de population et de logement ainsi que les recensements économiques et agricoles dont sont issues une grande quantité d'informations que l'Institut publie de diverses façons. L'INEGI possède une des pages web les plus visitées du pays.

Au cours des précédents mandats présidentiels, cet organisme qui dépend du Ministère des finances recevait des dotations importantes. On pouvait espérer que le nouveau gouvernement lui apporterait son soutien, Fox étant réputé connaître la valeur de l'information. Cependant, il existe des retards dans des programmes importants qui peuvent aller jusqu'au non-respect d'engagements internationaux, comme l'absence de recensement agricole en 2001 et économique en 1999.

#### 4.7 Le projet e-Mexico

E-Mexico est jusqu'à présent le projet le plus ambitieux du gouvernement fédéral en matière d'accès à l'information, non seulement parce que ce projet prétend relier toutes les régions du pays mais aussi parce qu'il contribuera à moderniser les organismes de l'administration publique et à permettre à toute la population d'accéder aux technologies de l'information. Le projet veut créer avant 2006 un réseau national de connexion pour les 2.447 communes avec un potentiel de bénéficier à 60 millions de Mexicains.

Les services pouvant s'appuyer sur cette infrastructure seront plus particulièrement éducatifs de santé et d'accès à des services gouvernementaux. Le projet est très ambitieux et ses limites s'étendent dans la mesure où s'y intègrent davantage d'institutions et de sociétés commerciales. Le gouvernement mexicain veut aussi que les bénéfices de ce projet profitent aux 20 millions de personnes environ qui

vivent aux Etats-Unis qui pourront avoir accès a des services et a des informations importantes comme s'ils se trouvaient au Mexique. (8)

Les créateurs du projet e-Mexico se sont très probablement inspirés du projet e-europe, une initiative lancée par la Commission européenne en décembre 1999 et qui a pour principal objectif de « connecter au réseau et apporter l'âge numérique a chaque citoyen, foyer et école et a chaque entreprise et chaque administration.

Le projet a reçu le soutien de la fondation Belinda et Bill Gates ce qui fut source de controverse. Par cette convention, Microsoft fournira des équipements, des programmes informatiques et de formation pour les fournisseurs d'accès au macro-réseau. Certains pensent que cette participation de Microsoft rendra notre pays dépendant de la technologie du géant des fabricants de logiciels.

#### 4.8 La loi de transparence et d'accès à l'information

Indépendamment des intentions de l'actuel gouvernement fédéral , fin avril 2002 le Congrès adopte une loi qui oblige les pouvoirs publics à mettre à la disposition des citoyens l'information leur permettant d'accéder à la connaissance des résultats de leur démarches. L'adoption de cette loi est une première étape car il faudra sûrement du temps pour préparer les mécanismes et les procédures pour fournir cet accès. Séparément, le congrès débattera d'une loi qui protégera les citoyens contre la divulgation d'informations privées.

### 5 Présence et participation des bibliothécaires

La participation des bibliothécaires professionnels a ces nouveaux projets est rare, du moins pas de manière directe ou au plus haut niveau ; et cela bien que des associations de bibliothécaires aient tenté d'intervenir dans les projets les plus importants du gouvernement. Le nombre de bibliothécaires professionnels travaillant dans des services du gouvernement est faible, et apparemment, ils n'ont pas beaucoup de liens entre eux. Comme on l'a vu précédemment, les bibliothèques d'enseignement supérieur sont celles qui sont parvenues au meilleur développement, et par suite, c'est là que l'on trouve les meilleurs salaires et la plus grande concentration de professionnels. Cependant, ce secteur même a un tel retard que les bibliothécaires évitent de s'immiscer dans les affaires et les problèmes des bibliothèques publiques.

Le problème de manque de suivi se retrouve dans toutes les institutions du pays, surtout celles qui dépendent de financements publics. Les postes les plus importants liés aux bibliothèques publiques ou aux centres d'information d'organismes gouvernementaux connaissent de fréquents changements imprévus, ce qui explique qu'ils ne sont pas recherchés par les bibliothécaires professionnels.

### 6 La coopération entre le Mexique et les Etats Unis

C'est également dans les bibliothèques d'enseignements supérieur que se sont concrétisés les plus notables efforts de coopération entre bibliothécaires mexicains et américains. On peut espérer une augmentation de cette coopération dans les années qui viennent, notamment grâce à internet.

Il existe trois ou quatre forums ou réseaux de coopération auxquels participent les bibliothèques américaines et mexicaines. On a vu au fil du temps des projets appuyés par des institutions comme la bibliothèque Benjamin Franklin., la bibliothèque du Congrès, et des associations de bibliothécaires comme la American Library association, SALALM (seminar on acquisition of latin american library association) ainsi que des associations relevant des Etats principalement de la région frontalière.

Il faut souligner que les derniers présidents de la American library association, Special library association et l'Association of college and research libraries ont cherché à se rapprocher des associations nationales mexicaines. En témoignent les visites au Mexique et la participation d'une quantité non négligeable de bibliothécaires mexicains à la réunion de Midwinter de l'ALA à San Antonio au Texas en janvier 2000.

Cependant, la communication est réduite entre les bibliothécaires mexicains et ceux qui offrent leurs services à la communauté hispanophone des Etats-Unis et qui sont regroupés dans REFORMA. C'est dû sans doute au fait que cette association regroupe principalement des personnels de bibliothèques publiques, secteur modeste au Mexique.

Parmi les problèmes principaux qui rendent difficiles la coopération entre le Mexique et les Etats-unis on peut mentionner la barrière de la langue, les différences entre normes et standards bibliothéconomiques, le manque de suivi dans les bibliothèques mexicaines, les différences dans les ressources et l'infrastructure tout comme les différences culturelles eu égard a la coopération.

## Conclusion

S'il est vrai qu'un changement a eu lieu dans les différents aspects de la vie au Mexique, suite au changement de gouvernement, ces changements ne sont pas perceptibles dans la politique du gouvernement en matière d'information, mis à part quelques prémices. Ainsi la politique nationale en matière d'information si tant est qu'on puisse l'appeler ainsi, est conditionnée principalement par les inerties ou les efforts d'autres secteurs de la société. Il est urgent d'analyser et de réfléchir à ce problème. Les éléments dont on dispose permettent d'affirmer que la politique nationale d'information est encore le reflet d'un système hétérogène comme le décrivait Lau (7) il y a dix ans. Apparemment, les bibliothécaires sont moins présents et participent moins aux décisions qui déterminent les politiques nationales en comparaison avec les deux ou trois décennies précédentes.

**(Traduction Michel Fraysse – Bibliothèque Cujas)**

## Bibliographie

- (1) **Almada de Ascencio, Margarita.** "Políticas de información y políticas educativas. Un vínculo importante para el desarrollo hemisférico". *Simposio Latinoamericano y del Caribe: Las tecnologías de la información en la sociedad. Uso e impacto presente y futuro.* Aguascalientes, México, octubre de 1999.
- (2) Bender, David R., Sarah T. Kadec and Sandy I. Morton. **National Information Policies: Strategies for the Future.** Washington: Special Library Association, 1991.
- (3) "Bibliotecas: hay una biblioteca por cada 9 mil habitantes". *El Herald de México* (México, D. F.) junio 4, 2001
- (4) "eEurope 2002. Una sociedad de la información para todos". **Boletín de Política Informática.** (Aguascalientes, Ags.) 2001, No. 5.
- (5) Fernández Valverde, Hilda. "Hay déficit de bibliotecarios en México: Nahúm Pérez" *El Universal* (México, D. F.) 13 de junio de 2001
- (6) Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática. **Acerca de México.** <http://www.inegi.gob.mx/difusion/espanol/acercamexico/facermex.html>. 27 de abril de 2002.
- (7) Lau, Jesús. "Mexican Information Policy: a Scattered Decision Model" 8th SLA Annual State-of-the-Art Institute. **Latin America: The Emerging Information Power.** Washington, D. C., Nov. 8-9, 1993.

- ( 8 ) Mendieta, Susana. “Un hecho, la presentación del e-México en el extranjero”. <http://www.tlmsn.com.mx/>, 16 de abril de 2002.
- ( 9 ) México. Poder Ejecutivo Federal. **Plan Nacional de Desarrollo, 2000-2006**. México: El Gobierno, 2001. 157 pp.
- (10) Montaña Garfias, Erica y Armando G. Tejeda. “El escandinavo, modelo de bibliotecas “afin a México”” **La Jornada** (México, D. F. ) noviembre 2 de 2001.
- (11) Morales, Estela. Comp. **Primer seminario sobre políticas nacionales de información para la investigación y el desarrollo**. México: UNAM, 1990.
- (12) Seal, Robert A. “Mexican and U. S. Library Relations” **Advances in Librarianship**. Vol. 20. pp. 69-121
- (13) Vizcaíno, Adriana. “Vive México atraso digital”. **El Diario** (Cd. Juárez) mayo 1 de 2002.